

Grippe aviaire

Face à l'épizootie aviaire et à la menace d'une pandémie grippale à H5N1 chez l'homme, le gouvernement a décidé la mise en œuvre d'une politique fondée sur les principes de précaution et de prévention. Celle-ci comporte un important volet d'information à destination des voyageurs, des médecins et des autres professionnels de santé. Cette volonté d'assurer une information la plus large possible se traduira par la mise en ligne, dans les prochains jours, d'un site internet interministériel entièrement consacré à la grippe aviaire : www.grippeaviaire.gouv.fr. Ce dispositif de prévention de la grippe aviaire associe le ministère de la Santé et la plupart des agences sanitaires.

Dans ce cadre, l'Inpes a déjà réalisé et diffusé plusieurs supports d'information. C'est le cas des affiches, apposées dans les aéroports, qui donnent les conseils essentiels pour les passagers à destination ou en provenance de pays touchés par la grippe aviaire. Durant le mois de novembre, l'Inpes a également diffusé aux professionnels de santé, dont les médecins généralistes, un numéro de *Repères pour votre pratique* apportant toutes les informations nécessaires sur les symptômes et les conduites à tenir aux différentes phases du "plan pandémie grippale" du gouvernement. Ce document leur permet de mieux appréhender leur rôle dans le dispositif.

Philippe Lamoureux
Directeur général

Institut National
de Prévention
et d'Éducation
pour la Santé

inpes
www.inpes.sante.fr

ÉVÉNEMENT Face au sida : quels comportements, quel dispositif ?

Publiée fin novembre 2005, la dernière enquête de l'Observatoire régional de santé d'Île-de-France (Orsif) délivre des informations sur les comportements des Français face au VIH/sida. Voici, autour de la journée mondiale du sida du 1^{er} décembre, le dispositif de communication de l'Inpes en direction des publics les plus concernés.



Depuis 1990, à intervalles réguliers, l'**Orsif** étudie les connaissances, attitudes, croyances et comportements des Français vis-à-vis du VIH/sida. Ce suivi de la représentation sociale de la maladie et des comportements s'inscrit dans le contexte épidémiologique actuel relativement préoccupant d'un relâchement des conduites préventives et d'une recrudescence des infections sexuellement transmissibles.

Vers une normalisation du risque

L'enquête montre une amélioration sensible de la connaissance de la maladie (modes de protection, traitements...), mais une compréhension incomplète des mécanismes de transmission du virus. La perception du risque

de contamination reste élevée puisque quatre répondants sur dix considèrent avoir un risque supérieur à la moyenne d'être contaminés. Les opinions favorables à l'égard des personnes séropositives demeurent stables avec une grande majorité de répondants toujours tolérants. Le recours au test de dépistage est stable depuis 1998 avec une personne sur dix déclarant avoir effectué le test au cours de l'année. Le sida fait moins peur ; sa banalisation se poursuit.

Davantage de personnes exposées

L'utilisation déclarée du préservatif augmente à nouveau en 2004, après une baisse entre 1998 et 2001, mais elle ne concerne pas les populations au sein desquelles un relâchement avait été observé : multipartenaires et jeunes. Les résultats démontrent également une progression du multipartenariat parmi les catégories où il était déjà relativement élevé, c'est-à-dire les moins de trente ans et les plus diplômés. Au total, la proportion des personnes qui se déclarent exposées au risque du sida augmente sur la période étudiée et l'enquête plaide pour un renforcement des actions vers les jeunes. Enfin les progrès thérapeutiques ont changé l'image du sida, souvent assimilé à une maladie chronique. La perception du risque est devenue plus diffuse.

Remobiliser

Prenant en compte les résultats de cette enquête et à l'occasion de la **journée mondiale** de lutte contre cette maladie, l'Inpes s'efforce de remobiliser sur le thème de la prévention. Des **actions de communication** sont ainsi destinées aux publics prioritaires : campagne télévisée et site internet dédié pour les jeunes ; diffusion de supports (cartes postales, roman photos, affiches), série télévisée et site internet pour les hommes ayant des rapports homosexuels ; campagne télévisée, radio et affichage relayée dans la presse communautaire pour les personnes migrantes originaires d'Afrique subsaharienne et du Maghreb ; spots TV, reportages en partenariat avec RFO et affichettes pour les habitants de la Guyane et des Antilles.

Des outils pour les relais

Ces actions ciblées sont complétées par une campagne d'affichage visant à lutter contre les discriminations à l'encontre des personnes atteintes. **L'affiche "J'ai flirté avec le virus du sida"** créée pour la journée du 1^{er} décembre sensibilise sur les modes de contamination, rappelant que l'on est plus proche du virus que ce que l'on pourrait penser, quels que soient ses pratiques et le nombre de ses partenaires. L'Inpes met également à disposition des professionnels de santé **Dépistage du VIH et des IST** et **Dépistage du sida chez les patients migrants/étrangers**, le **Guide pratique pour la prise en charge médico-psycho-sociale des migrants en situation précaire**, ainsi qu'une rubrique **Le Sida et vos patients** dans la presse médicale.



→ **L'Orsif vient de publier les résultats d'une nouvelle enquête sur le sida. Quel degré de connaissance les Français ont-ils de cette maladie ?**

La population est mieux informée qu'elle ne l'était quand on a commencé à parler du sida. Entre les deux enquêtes de 1992 et 1994, nous avions noté une nette amélioration, puis, en 1998, une stabilisation. Si en 2004, le niveau de connaissance s'est légèrement amélioré, ce n'est pas le cas chez les jeunes, génération post-sida, dont la découverte de la sexualité est contemporaine de l'arrivée des nouveaux traitements. En 2004, par exemple, plus de 20 % des Français pensent que le sida est transmissible par piqûre de moustique ; ils n'étaient que 13,9 % en 1994. Les répondants sont aussi 15 % à croire que se laver après l'acte sexuel est efficace pour se protéger du sida : une croyance aussi forte qu'il y a dix ans.

→ **Le niveau d'instruction a-t-il une influence ?**

Les enquêtes ont montré qu'il pouvait avoir un impact. Plus ce niveau est élevé, meilleures sont les connaissances sur la maladie et les comportements préventifs ; plus grande est la tolérance envers les malades. Mais cette corrélation est moins vraie aujourd'hui : on assiste en effet à un phénomène d'homogénéisation, de convergence des connaissances et des attitudes. L'écart entre diplômés et non diplômés s'atténue, comme entre les classes d'âge, suggérant une banalisation de la maladie et une certaine indifférence à son égard dans la population générale.

1. Chargée d'études à l'Observatoire régional de la santé d'Île-de-France (Orsif).

→ **La représentation sociale de la maladie a-t-elle évolué ?**

Différents indicateurs révèlent une banalisation du sida, qui se fond dans l'environnement des risques sanitaires. Ce n'est plus une maladie particulière et il devient moins visible : les personnes atteintes vivent avec le virus comme avec une maladie chronique ; et la proportion de Français déclarant connaître une personne séropositive diminue, alors que la population touchée par le VIH augmente. Cette normalisation s'accompagne d'une dissociation entre les modes de protection et la maladie.

→ **Pourquoi les jeunes constituent-ils une cible prioritaire d'information et de prévention ?**

Le discours des médias a évolué : le sida est devenu davantage un enjeu politique que médical et, de façon tout à fait légitime, un enjeu de politique étrangère. La compréhension de la maladie chez les jeunes d'aujourd'hui diffère donc de la perception des générations touchées par les premières campagnes. Le niveau élevé d'utilisation du préservatif atteste du parcours accompli en matière de prévention. Mais les réflexes de protection sont de moins en moins connectés au risque. Pour schématiser, les jeunes savent qu'il faut mettre un préservatif mais ils ne savent pas forcément pourquoi. L'enquête nous interpelle sur cet effacement du lien avec le sida.

Pour en savoir plus

Les rapports d'enquêtes sur les connaissances, attitudes, croyances et comportements face au VIH/sida en France et en Île-de-France sont consultables, avec leur synthèse, sur le site de l'Orsif : www.ors-idf.org.

THÉMA Alerter sur le monoxyde de carbone

LE MONOXYDE DE CARBONE (CO) EST LA PREMIÈRE CAUSE DE MORTALITÉ PAR INTOXICATION AIGUË EN FRANCE¹. INCOLORE ET INODORE, CE GAZ TUE ENCORE PLUSIEURS CENTAINES DE PERSONNES CHAQUE ANNÉE. POUVOIRS PUBLICS ET PROFESSIONNELS SE MOBILISENT.

On recense chaque année 6 000 victimes d'intoxications au monoxyde de carbone et 300 décès, dont 150 interviennent au domicile¹.

COMMENT L'INTOXICATION SURVIENT-ELLE ?

La présence de CO résulte d'une combustion incomplète du bois, butane, fuel, pétrole, propane ou encore de l'essence. Des intempéries exceptionnelles tel un grand froid peuvent accroître les risques, en raison du recours à des chauffages de fortune ou à des groupes électrogènes vétustes et défectueux. Certaines habitudes locales et conditions de vie sont également déterminantes. Les familles socialement fragiles sont les plus exposées car l'entretien des appareils et des ventilations et le ramonage des conduits peuvent être négligés pour réaliser des économies. La seule région Nord-Pas-de-Calais enregistre ainsi 40 décès et 1 000 hospitalisations par an (voir carte ci-contre). De plus, le CO touche rarement une seule personne.

À la maison, il surprend parents et enfants. En collectivité, il peut faire de nombreuses victimes.

LES EFFETS SUR LA SANTÉ

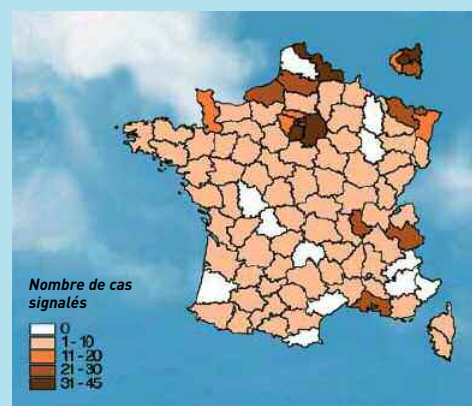
Inodore et invisible, le CO est absorbé en quelques minutes par l'organisme et il asphyxie les cellules du sang. Il existe deux types d'intoxication. Faible – dite chronique –, elle se manifeste lentement, par des maux de tête, des nausées, une confusion mentale et de la fatigue. Aiguë, elle entraîne des vertiges, une perte de connaissance, des troubles du comportement, voire le coma et le décès. Pour ce deuxième type aigu, qui laisse parfois des séquelles à vie, les victimes nécessitent des soins hospitaliers lourds. Il faut donc identifier et neutraliser la source de pollution, faire ramoner une fois par an conduits et cheminées mais aussi veiller à ne pas boucher les aérations du logement pour éviter ce type d'accident.

UN PLAN DE LUTTE NATIONAL

La lutte contre l'intoxication oxygénée figure parmi

Intoxications au monoxyde de carbone en 2002

(Étude de la Direction Générale de la Santé)



les priorités d'actions du Plan national santé environnement adopté en juin 2004. Un premier axe d'intervention consiste à renforcer le dispositif législatif et réglementaire. Le deuxième axe est l'information du public, avec une [campagne nationale de prévention](#) mise en œuvre par les ministères de l'Intérieur, de la Santé et l'Inpes, en partenariat avec la commission de la sécurité des consommateurs, les distributeurs d'énergie, et les professionnels de la filière énergétique (constructeurs et installateurs). Cette campagne s'appuie sur deux supports : une [carte postale recto verso](#) et une [affiche](#). Ces documents mettent l'accent d'une part sur les conditions d'installation, d'usage et d'entretien des appareils et

d'autre part sur les modes d'intervention en cas d'intoxication.

UN DISPOSITIF D'ÉTUDE ET DE SURVEILLANCE

Le troisième axe retenu pour lutter contre les risques associés au CO est la mise en place d'un nouveau [dispositif national de surveillance](#), sous l'égide de l'Institut de veille sanitaire (InVS). Expérimenté en 2004 dans deux régions pilotes – Pays-de-la-Loire et Aquitaine –, il a été étendu à l'ensemble du pays en janvier 2005. Depuis lors, cet outil permet de mieux appréhender les circonstances, les causes et les conséquences des intoxications. ■

1. InVS – Aide-mémoire intoxication au monoxyde de carbone

FOCUS Grippe aviaire : expliquer et se préparer

FACE À L'ÉVENTUALITÉ D'UNE PANDÉMIE GRIPPALE, LE GOUVERNEMENT A MIS EN PLACE UN ENSEMBLE DE MESURES DE PRÉCAUTION ET DE PRÉVENTION. DANS CE CADRE, L'INPES MET EN ŒUVRE LE VOLET CONSACRÉ À L'INFORMATION ET À LA SENSIBILISATION DES VOYAGEURS ET DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ.

Comme le rappelle le ministère de la Santé, la grippe aviaire est une maladie animale. Il existe cependant, en Asie, quelques cas répertoriés par l'OMS d'une transmission à l'homme du virus (H5N1) lors de contacts prolongés et répétés avec des animaux malades. À ce jour, il n'existe pas de cas documentés de transmission de contamination inter-humaine (transmission entre deux individus). En Europe, seuls des cas animaux sont répertoriés et, dans son avis du 21 octobre 2005, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) juge "négligeable", à ce stade, le

risque de contamination de volailles par des oiseaux migrants. Par ailleurs, le risque d'être contaminé en mangeant de la viande ou des œufs est faible, voire négligeable, selon l'Afssa, la cuisson détruisant le virus. Le risque de survenue d'une pandémie grippale chez l'homme est cependant lié à l'augmentation de la circulation du virus aviaire (H5N1). Cette circulation rend envisageable l'émergence d'un nouveau virus grippal "humanisé" par mutation ou recombinaison avec un autre virus. Aussi les pouvoirs publics français et la Commission européenne ont-ils

arrêté un ensemble de mesures de prévention : contrôle des importations d'oiseaux, renforcement de la surveillance des élevages et de la faune sauvage, mise sur pied d'un plan national de lutte contre une pandémie grippale. Par ailleurs, Didier Houssin, Directeur général de la santé a été nommé Délégué interministériel à la lutte contre la grippe aviaire.

Dans ce cadre, l'Inpes est chargé d'élaborer des supports d'information à destination des professionnels et du grand public. Une affiche destinée aux voyageurs des vols internationaux est ainsi apposée dans les aéroports. Elle rappelle notamment la conduite à tenir lorsque l'on se rend dans un pays contaminé (précautions d'hygiène) ou lorsque l'on en revient (démarche à suivre en cas d'apparition de fièvre).

Par ailleurs, courant novembre, les médecins et les professionnels de santé ont reçu un document de la série *Repères pour votre pratique*, intitulé *Conduites à tenir en cas de risque de pandémie grippale à H5N1*. Il résume l'état des connaissances sur la maladie et rappelle le rôle des professionnels. Il indique en particulier les signes permettant de suspecter un cas, les précautions à prendre, les conseils pour le patient et son entourage. ■

Pour en savoir plus

- [Le dossier du ministère de la Santé](#)
- [Le dossier destiné aux médias, avec les modules TV et radio](#)
- [Le portail interministériel](#)
- [Le dossier de l'OMS](#)

DÉCRYPTAGE L'Inpes finance 21 projets de recherche

EN MAI DERNIER, L'INPES LANÇAIT SON PREMIER APPEL D'OFFRES EN VUE DE DÉVELOPPER LA RECHERCHE EN PRÉVENTION ET EN ÉDUCATION POUR LA SANTÉ.

COURANT OCTOBRE, LE CONSEIL SCIENTIFIQUE DE L'INSTITUT A RETENU 21 PROJETS SUR LES 65 PRÉSENTÉS.

AU TOTAL, L'INPES COFINANCERA CES PROJETS À HAUTEUR DE UN MILLION D'EUROS.

Ce premier appel d'offres de recherche de l'Inpes a pour objectif de développer la recherche dans le champ de l'éducation et de la prévention pour la santé, en intéressant notamment les doctorants, qui pourraient constituer demain un vivier de chercheurs.

LE CAHIER DES CHARGES

Le cahier des charges proposait trois axes principaux aux candidats : une meilleure compréhension des déterminants de santé et de prévention, le développement de l'évaluation de la prévention d'une part en population générale, d'autre part en milieu de soins.

SOIXANTE-CINQ CANDIDATURES

Soixante-cinq équipes se sont portées candidates. Les thèmes les plus fréquemment traités par

les porteurs de projets sont la nutrition et le diabète (14 dossiers sur 65), suivis par la santé mentale (9 dossiers). En termes de populations concernées et de lieux d'intervention, 22 projets sur les 65 intéressent les professionnels de santé et les patients dans le cadre d'actions d'éducation thérapeutique menées en milieu de soins. Les autres projets visent la population générale, les enfants, les personnes âgées, les femmes et d'autres publics spécifiques.

VINGT-NEUF PROJETS SÉLECTIONNÉS

Le conseil scientifique s'est réuni en octobre afin d'examiner et de sélectionner les candidatures. Vingt-et-un projets ont été retenus au titre de la dotation 2005 et huit autres dans le cadre du budget 2006. Le montant des subventions pour 2005 s'élève à un million d'euros. ■



Le projet de l'équipe Calipso (université Sorbonne Nouvelle) concerne les outils de repérage et de prévention des troubles du développement des compétences logico-mathématiques chez l'enfant. L'objectif est de mettre en évidence l'existence, chez des enfants aux compétences intellectuelles normales, de troubles des fonctions cognitives autres que ceux du langage - raisonnement logico-mathématique -, d'en identifier les signes précurseurs et de contribuer ainsi à leur prévention.



Évaluation d'un programme de prévention des chutes auprès des personnes âgées. Portée par le laboratoire 207 de l'Inserm de Dijon, cette étude évalue l'impact d'une technique de mémorisation des bons gestes pour se relever du sol après une chute. Ces gestes sont visualisés grâce à un logiciel informatique, en complément d'une pratique physique. Le projet propose d'entraîner trois types de populations âgées : personnes engagées dans un processus de vieillissement normal, personnes à risque de chute modéré et personnes présentant un syndrome de désadaptation psychomotrice.



Problèmes d'alcool en France et inégalités sociales de santé à travers les enquêtes santé en population générale : tel est le thème du projet présenté par l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Paris). L'objectif est d'identifier les déterminants socio-économiques des différents profils d'alcoolisation, puis d'explorer les liens entre ces profils, l'état de santé déclaré et le recours aux soins médicaux.

EN BREF

▶ Dépister les troubles du langage

Le 22 septembre 2005, plus de 170 professionnels et représentants des associations de parents se sont réunis à Paris pour échanger leurs expériences autour des *Actions et dispositifs en faveur des enfants atteints d'un trouble spécifique du langage oral et écrit*. Les interventions effectuées lors de cette manifestation, co-organisées par l'Inpes et la Direction générale de la santé, sont désormais accessibles en ligne.

- [Les interventions de la journée](#)

▶ Documents dédiés aux professionnels de santé

Lancée en 2005, la collection "Repères pour votre pratique" apporte (dans un format de quatre pages) aux professionnels de santé une information de premier niveau : contexte pour comprendre un sujet, réponses à des questions qui se posent en pratique quotidienne, ressources pour en savoir plus et/ou se former. Les titres parus sont : *La prise en charge du patient fumeur en pratique quotidienne. Intervention auprès des consommateurs excessifs d'alcool. Dépistage du VIH/sida chez la personne migrante/étrangère. Comment aider une femme à choisir sa contraception ? Dépistage du VIH et des IST. Produits sucrés, féculents et santé : que conseiller ? Conduites à tenir en cas de risque de pandémie grippale.*

- [L'accès aux documents dans la rubrique Professions Santé](#)

▶ Se protéger du froid

À l'approche de l'hiver, l'Inpes fournit des conseils pour se protéger du froid. Ces informations simples permettent notamment de repérer les symptômes d'hypothermie. Le grand froid peut mettre en danger les publics fragilisés (personnes âgées, handicapées ou souffrant de certaines maladies). Une attention particulière doit également être portée aux enfants et aux sans-abri.

- [L'accès aux conseils pour se protéger du froid](#)

▶ Le tabagisme passif

Près des trois quarts des personnes se disent gênées par la fumée des autres. En revanche, une majorité d'entre elles sous-estiment largement l'impact du tabagisme passif sur la santé. Afin de permettre à chacun, fumeurs et non fumeurs, de connaître les vrais risques sanitaires, l'Inpes a conçu une brochure d'information. Cette dernière, intitulée *Le tabagisme passif*, vient d'être rééditée à 500 000 exemplaires.

- [La brochure en pdf](#)

▶ Pas à pas, une entreprise sans tabac

Ce guide de prévention est réalisé en partenariat avec le ministère de la Santé, l'Assurance-maladie, l'Inpes, la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie ainsi que des associations. Destiné aux entreprises et aux administrations, il délivre des recommandations et présente les outils pratiques nécessaires à la mise en place d'une stratégie pour progresser vers une entreprise sans tabac. 50 000 exemplaires seront diffusés notamment auprès des réseaux de prévention (Cres/Codes, associations de lutte contre le tabac, CPAM, etc.) mais aussi directement aux entreprises via les syndicats, la médecine du travail, etc. Il est disponible gratuitement en appelant Tabac Info Service (0825 309 310) et téléchargeable.

- [Le guide au format pdf](#)

PUBLICATIONS INPES

NOUVEAUTÉS

Tabac Actualités, novembre 2005, n° 67

Ce numéro aborde : l'impact de l'exposition des enfants à des scènes de tabagisme dans les films, qui multiplie par trois le risque d'en faire des adultes fumeurs ; la consommation de tabac pendant la grossesse, ici associée à un risque de surpoids chez l'enfant ; les futurs traitements de la dépendance tabagique.

Il présente également une étude sur le tabagisme, l'abus d'alcool et le surpoids, évoque la ratification de la convention cadre contre le tabagisme et les Emplois Jeunes Tabac.

La Santé de l'homme, septembre-octobre, n° 379

La revue de l'Inpes consacre son dossier à la prévention du sida autour de plusieurs thématiques : les nouveaux enjeux de la prévention ; la communauté homosexuelle face au relâchement de la prévention ; l'accès aux soins des migrants ; les stratégies adaptées aux territoires les plus touchés, Antilles et Guyane ; les associations, relais de la prévention auprès des personnes prostituées ; la réduction des risques en milieu pénitentiaire ; l'accompagnement des personnes atteintes par le virus.

Le numéro évoque aussi le tabagisme des jeunes et présente EdDias' un cédérom d'éducation pour le patient diabétique.

L'Afrique contre le sida

C'est le titre du *catalogue* bilingue français/anglais présentant les documents pédagogiques sur le sida produits en Afrique, pour les Africains, depuis 2000. Il a été réalisé par le Crips Île-de-France avec le soutien de l'Inpes.

Prévention du sida et des hépatites chez les migrants

Ce *catalogue* recense l'ensemble des supports de prévention – brochures, affiches, VHS et autres outils – mis à disposition par 29 organismes et associations pour des actions de prévention en direction des migrants.

RÉÉDITIONS

Questions d'ados

Destinée aux 15-18 ans, cette brochure, répond de manière claire aux questions, y compris les plus délicates, que se posent les adolescents, sur l'amour, la sexualité, la contraception, l'avortement, les infections sexuellement transmissibles (IST), le sida et les préservatifs. Une liste de numéros utiles complète le document.

Sida : le dépistage dès qu'il y a un doute

Ce dépliant d'information et d'incitation au dépistage, imprimé en français et en anglais, est destiné à tous les publics. Il explique pourquoi, quand et où faire un test de dépistage.

AGENDA / DÉCEMBRE

→ LES 1^{ER} ET 2

25^e réunion interdisciplinaire de chimiothérapie anti-infectieuse (RICAI), à Paris, en présence de l'Inpes.

→ DU 2 AU 3

7^e Journées nationales de médecine et de santé de l'adolescent organisées par la Société française pour la santé de l'adolescent à Amiens. Contact Nathalie Marmonier. Tél. 03 22 66 33 36.

→ LE 7

Séminaire "Assurance Maladie & Santé publique" de la Société française de santé publique.

→ DU 8 AU 10

Second Forum des médecins généralistes, "Éducation du patient" Centre des Congrès Pierre Baudis, Toulouse. Avec un intervenant de l'Inpes.

→ LES 12 ET 13

8^e Forum hépatites virales, à Paris, organisé par la Fédération SOS hépatites.

→ LE 13

Journée scientifique de l'observatoire du Samu social de Paris.

→ DU 14 AU 16

Les Journées de la santé publique : "Offre de soins et santé publique : tensions

et convergences", organisées par l'École nationale de la santé publique de Rennes. Avec un intervenant de l'Inpes.

→ LES 29 ET 30 MARS

Journées d'échanges organisées par l'Inpes à la Maison de la Mutualité (Paris) sur le thème de la prévention et de l'éducation pour la santé chez l'enfant et l'adolescent. Inscriptions sur le site à partir de janvier.


www.inpes.sante.fr

équilibres

Édition : Inpes

42, boulevard de la Libération
93203 Saint-Denis Cedex (France)
Tél. 01 49 33 22 22
www.inpes.sante.fr

Directeur de la publication
Philippe Lamoureux

Comité de rédaction
Yves Géry, Claire Méheust,
Anne-Sophie Mélard

Mise en ligne : Philippe Cornet

Ont participé à ce numéro
Pierre Arwidson, Aude Develay, Nathalie
Lydié, Stéphane Delaunay, Étodie Stanojevich,
Alice de Maximy, Emmanuelle Le Lay

Conception-rédaction, iconographie
PCA : 01 42 84 18 17

Chef de projet : Isabelle Servais-Hélie

Directeur artistique : Vincent Treppoz

Photo : DR

Dépôt légal : décembre 2005

Nous écrire : equilibres@inpes.sante.fr